

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 13 JUIN 2026 N° 527 PRIX : 100 FCFA

RICHES ET POLITICIENS, COMPLICES DES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !



Pelleteuse en action à Koumassi-campement.

• **Sommaire au verso**



Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Riches et politiciens, complices des attaques contre les travailleurs et les pauvres !

Pages 3-10 Côte d'Ivoire :

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- ▶ SEG : La lutte des travailleurs peut faire reculer le patronat.
- ▶ WIETC : Le coup de trop !
- ▶ Ma vie de travailleur...
- ▶ Abidjan, les quartiers pauvres sous les bulldozers.
- ▶ Témoignage sur le déguerpissement de Koumassi-campement.
- ▶ Vie de travailleur à Abidjan.
- ▶ Ces exploités qui se veulent généreux.

LEUR SOCIÉTÉ

- ▶ Les commerçantes de Siporex manifestent pour un recasement immédiat.
- ▶ Inondations : ce sont les plus démunis qui trinquent le plus.
- ▶ Les tracasseries des coupures intempestives d'eau.
- ▶ Anangoplan !

DANS LE MONDE :

Pages 10-11 :

Sénégal : Deux hommes pour un fauteuil.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO

BP 20029

93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

RICHES ET POLITICIENS, COMPLICES DES ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LES PAUVRES !

Il est impossible de vivre avec un salaire de 75.000 Fr, même en y ajoutant les revenus secondaires générés par les autres membres de la famille. Une fois qu'on a déduit les 50.000 francs du loyer, il ne reste plus grand-chose pour la popote, les besoins des enfants et tout le reste. C'est pourtant le salaire perçu par la très grande majorité des travailleurs dans les usines, le bâtiment, les écoles, les hôpitaux et dans bien d'autres branches. Et encore plus nombreux sont les travailleurs dans les «secteurs informels» qui ne perçoivent même pas ce salaire de misère. Voilà dans quelle situation catastrophique vit la grande majorité des travailleurs à Abidjan.

C'est dans ce contexte et en pleine saison de pluie que le gouvernement a de nouveau entrepris des déguerpissements de quartiers pauvres, notamment à Koumassi et dans la commune de Port-Bouët. Ce sont les quartiers Campement, Zimbabwe, Vridi-Cité, le long du phare de Port-Bouët et Vridi-Canal qui ont été rasés, jetant à la rue plusieurs dizaines de milliers de familles dont certaines habitaient depuis 60 ans !

Le maire Pdc de Port-Bouët a beau jeu de feindre de ne pas avoir été informé, comme il a aussi fait semblant d'en être indigné. C'est exactement ce qu'avait fait en son temps le maire Rhdp de Yopougon, Bictogo, alors président de l'Assemblée nationale. Ce politicien milliardaire, suivi par une nuée de caméramans, était venu ensuite distribuer quelques sacs de riz à des déguerpis de sa commune. Lui et les parvenus de son genre pensent qu'avec leur argent ils peuvent tout acheter ! Laurent Gbagbo s'était lui aussi rendu dans l'un de ces quartiers déguerpis à Yopougon et face aux caméras, avait versé quelques larmes sur le sort des familles en détresse. Une telle couverture médiatique est recherchée par tous les politiciens en vue des élections à venir. Chacun fait son cinéma en croyant que cela va lui rapporter des votes.

Un haut responsable des opérations de déguerpissement est allé jusqu'à dire que ce qui guide les actes du gouvernement c'est l'intérêt et la sécurité des populations qui s'entassent dans ces bidonvilles insalubres. En réalité, bien souvent, des riches se cachent derrière ces opérations, cherchant à accaparer ces espaces ainsi libérés.

Tous ces sales coups contre les travailleurs et les populations pauvres : les bas salaires, la précarité, les mauvaises conditions de travail, comme les déguerpissements, viennent de la bourgeoisie, cette minorité de riches qui exploite

les travailleurs. Les dirigeants politiques, tout en prétendant qu'ils œuvrent pour le bien de tous, ne font qu'exécuter les désirs de cette minorité et en contrepartie de leur sale boulot ils bénéficient de quelques miettes lâchées par les grands profiteurs et exploiteurs.

Dans bien d'autres pays du continent, les populations pauvres vivent les mêmes réalités. Les bas salaires et les mauvaises conditions d'existence sont le lot commun de tous les travailleurs. Comme ici, de nombreuses familles ouvrières vivent dans des bidonvilles qui fleurissent aux alentours des grandes villes comme Dakar, Lagos ou Niamey entre autres, et subissent régulièrement des déguerpissements. Partout, le rôle des gouvernements est de servir les intérêts des capitalistes et de leur permettre de tirer le maximum de profits de

l'exploitation des travailleurs.

La bourgeoisie continuera d'aggraver toujours un peu plus la situation des travailleurs tant que ceux-ci ne se feront pas craindre au travers de luttes collectives pour défendre leurs intérêts en tant que travailleurs. Ceux-ci ne peuvent attendre de solutions à leurs problèmes d'aucun «sauveur». « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » écrivait Karl Marx dans les Statuts de l'Association Internationale des Travailleurs en 1864. Aujourd'hui, ces paroles sont plus que jamais d'actualité, dans la mesure où le monde n'a jamais disposé d'autant de richesses pour que tous puissent en jouir, à commencer par les travailleurs, sans qu'aucune richesse ne serait produite dans ce monde et sans qu'il n'y ait, nulle part, la société ne pourrait fonctionner.

Le quotidien des travailleurs

SEG : SEULE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS PEUT FAIRE RECULER LE PATRONAT !

La Société d'Entreprise Générale (SEG) exerce dans le BTP, elle a plusieurs chantiers à travers le pays, à Kong, Odienné, Bonoua, etc.

Cette entreprise existe depuis plus d'une quinzaine d'années. Certains travailleurs en activité approchent cette ancienneté mais sont toujours considérés comme des journaliers corvéables à merci. Ainsi, par exemple, les équipes de nuit effectuent douze heures pour un salaire journalier de 6700 F pour les ouvriers et 4500 F pour les manœuvres. Certaines ouvrières subissent des harcèlements sexuels de petits chefs. Les injures envers les travailleurs sont monnaie courante.

Aussitôt que le patron a appris que les travailleurs étaient en train de s'organiser et demandaient l'aide d'un syndicat, il a

commencé à faire signer de faux contrats comme ces gens-là savent le faire, avec la collaboration des Inspecteurs de travail aux ordres. Les travailleurs ont déposé un préavis de grève.

Comme dans toutes les luttes de travailleurs, c'est le rapport de force qui déterminera le recul que fera cet exploiteur. D'un côté, il y a un patronat qui se veut tout puissant et qui n'hésite pas à renvoyer toutes les têtes qui ne lui plaisent pas ; de l'autre, des travailleurs qui subissent de plein fouet l'exploitation capitaliste. Tous ces travailleurs, au-delà des corporations et des entreprises qui les exploitent, finiront par s'unir pour créer un rapport de force à la mesure des attaques qu'ils subissent et qui dégradent gravement leur vie et celle de leurs familles.

WIETC : LE COUP DE TROP !

Wietc, c'est l'entreprise qui construit un immeuble là où se trouvait l'ancienne Sorbonne du Plateau à Abidjan. Les travail-

leurs ont marqué un arrêt de travail du 2 au 4 juin, pour protester contre les mauvaises conditions de travail et les bas sa-

lares. Les heures supplémentaires ne sont pas payées depuis le début du chantier. Les travailleurs demandent notamment une déclaration à la Cnps, des bulletins de paies, l'élection de délégués du personnel, auxquels s'ajoutent d'autres revendications. Un petit chef a osé porter la main sur un travailleur et cela a déclenché un arrêt de travail. La police est venue aussitôt au secours du patron et a demandé aux travailleurs de reprendre le travail ou de quitter les rues.

Le fait que la contestation des ouvriers avait lieu dans un quartier du Plateau, en plein centre des affaires de la bourgeoisie, était une raison de plus pour le patron et pour la police d'éteindre le feu avant qu'il ne se propage. Mais cela n'a pas impressionné les travailleurs puisque dès le lendemain, la grève a été reconduite.

Croyant que cela allait démobiliser les grévistes, quelques petits chefs ont décidé d'avancer eux-mêmes les travaux ... peine perdue. C'est ainsi que le chef de chantier a fini par demander une rencontre avec les grévistes. Les travailleurs ont avancé une seule revendication : augmentation de 2000 F pour tous, soit 8000 F pour les ouvriers qualifiés et 6000 FCA pour les manœuvres. À l'issue de cette rencontre, la direction a concédé 600 F pour les travailleurs qui ont un an d'ancienneté et 300 F pour les autres. Autant dire, une misère et une façon de diviser les travailleurs.

Au troisième jour, le travail a repris sur le chantier mais les travailleurs ont montré leur capacité à se défendre, de bloquer le chantier et toucher le point sensible de leur patron. Cette expérience leur servira pour arracher des revendications car, tôt ou tard, la lutte finira par reprendre.

MA VIE DE TRAVAILLEUR, COMME CELLE DE TANT D'AUTRES (Témoignage)

« J'ai travaillé chez Solibra (Société de Limonaderies et Boissons Rafraichissantes d'Afrique) depuis presque un an comme journalier, quand j'ai décidé de quitter cette entreprise parce que le salaire ne suffisait pas malgré les heures supplémentaires que j'effectuais à chaque fois qu'on m'en donnait l'occasion. Pourtant, il m'est arrivé bien souvent d'exécuter deux services de huit heures d'affilée, de me reposer huit heures, avant de reprendre de nouveau mon travail.



Il m'était devenu impossible de vivre avec 2 enfants à charge, malgré un petit loyer de 35.000 Fr dans la périphérie marécageuse d'Adjahui, qui est lui-même un gros

bidonville derrière l'eau, jouxtant l'aéroport d'Abidjan.

J'ai trouvé un autre emploi dans la zone industrielle de Yopougon, avec la promesse d'un meilleur revenu et peut-être un CDI à l'horizon. Le patron m'a promis un travail quasiment 30 jours sur 30 et même des heures supplémentaires à chaque fois que des camions à charger afflueraient, surtout la nuit.

Du coup, j'ai décidé de rester à l'usine du lundi au samedi sans rentrer chez moi. Je me suis débrouillé pour me laver et manger à proximité. J'ai passé mes nuits pour ainsi dire dans la cour de l'usine où je me suis étalé dans un coin. Ainsi, les chefs ont fait appel à moi, même à deux heures du matin. Les heures supplémentaires ainsi effectuées m'ont été payées directement en espèces.

Ma santé n'a pas tardé à décliner, à cause de la fatigue, des mauvaises nuits passées dehors, agressé par des nuées de moustiques, l'usine étant située non loin de la

bordure de la forêt du Banco. Un jour, en voulant travailler vite et dans l'efficacité, j'ai abimé une machine dont la réparation a coûté environ 270.000 Fr selon le chef. J'ai été aussitôt renvoyé. Je lui ai demandé pardon et proposé qu'il me coupe cet argent dans ma paie petit à petit. Rien n'y a fait. En trois semaines de ce régime, j'étais complètement épuisé et j'ai beaucoup déperdi.

Étant un bon ouvrier, j'ai été aussitôt repris à Solibra, mon ancien employeur chez qui je travaillai par l'intermédiaire d'une boîte de placement. Sauf qu'au bout seulement d'un jour de travail, j'ai fait une crise de palu. J'ai été hospitalisé durant une semaine dans un centre de soins. Comme je devais des arriérés de loyer à mon logeur, celui-ci m'a contraint de libérer son logement. Du coup, j'ai été obligé d'envoyer ma compagne et mes deux enfants au village.

À mon retour de maladie, Solibra en a profité pour me jeter dehors et mettre mon compteur à zéro. En effet, quand tu approches un an de service, Solibra te met obligatoirement à la porte pour ne pas être contraint de t'embaucher et se mettre en porte-à-faux avec la loi. Au bout d'un certain temps, il finit par te rappeler s'il estime que tu es efficace dans ton travail et ne présente aucun danger pour la bonne marche de ses affaires. Dans ce cas, tu peux avoir la chance de repartir pour un an.

Mes deux enfants ne sont pas encore sevrés mais que puis-je faire ? Il m'est impossible de leur acheter de la nourriture pour bébé. Leur maman est donc obligée de se dé-

brouiller comme elle peut avec la nourriture du village.

Quand je pense que j'étais apprenti dans un atelier dès l'âge de 12 ans et ensuite ouvrier dans une usine à 18 ans, me voilà aujourd'hui, alors que mes cheveux commencent à blanchir, à vivre toujours dans la précarité ».



Les deux entreprises pour lesquelles cet ouvrier a travaillé appartiennent à des multinationales : Solibra appartient à la famille Castel, une des plus grandes fortunes de France. Quant à l'usine située dans le prolongement de la zone industrielle de Yopougon, elle appartient à une multinationale indienne.

Voilà comment les capitalistes s'enrichissent sur la peau des travailleurs. Le cas de cet ouvrier n'est qu'un cas parmi des milliers d'autres : c'est la vie de la très grande majorité des travailleurs en Côte d'Ivoire et dans bien d'autres pays de part le monde. Leur situation ne changera pas sans une lutte acharnée contre le système capitaliste qui est responsable de la misère et de la dégradation de leurs conditions d'existence.

ABIDJAN, LES QUARTIERS PAUVRES SOUS LES BULLDOZERS (Témoignage)

«Vridi-Canal est un quartier de Port-Bouët. La majorité des habitants sont des ouvriers, des pêcheurs, vivant à proximité des zones industrielles, leur nombre est estimé à plusieurs milliers. Depuis plusieurs jours, les rumeurs annonçaient un

possible déguerpissement de ce quartier. Mais pour les habitants, rien ne pouvait laisser penser qu'une opération d'une telle ampleur allait être menée aussi brutalement, sans permettre aux familles de s'organiser.



Je reçois un appel d'un ami aux alentours de 16h. Arrivé sur place pour tenter de sauver quelques biens, je découvre une scène de chaos et de désolation. Les premières démolitions avaient déjà commencé. Le marché a été l'un des premiers secteurs touchés. De nombreuses boutiques remplies de marchandises ont été détruites avant même que leurs propriétaires puissent évacuer leurs biens. Pour ces commerçants déjà confrontés à des difficultés économiques, les pertes sont immenses. Les démolitions se sont poursuivies tard dans la nuit. Des milliers de familles se sont retrouvées sans logement, sans ressources et sans solution immédiate.



Port-Bouët Vridi Canal. Une fillette assise sur les décombres de ce que fut sa maison © Crédit photo DR

Les pleurs, les cris et la panique dominaient les lieux, chacun essayait de sauver ce qu'il pouvait emporter. Certains ont réussi à récupérer quelques effets, tandis que d'autres ont tout perdu en quelques minutes. Aucune indemnisation n'a été versée et aucune solution de relogement n'a été proposée aux familles.

En moins d'une semaine, ce sont plusieurs

quartiers populaires qui ont été déguerpis. De Koumassi campement, en passant par Gobelé, Zimbabwé, L'eau sacré, Tovito et le phare de Port-Bouët, plus de cent mille personnes ont perdu leurs logements, pendant que d'autres sont encore sous la menace d'un déguerpissement. Partout les habitants décrivent les mêmes scènes, l'arrivée soudaine de bulldozers, la panique, les familles qui tentent de sauver quelques meubles et effets personnels. Leur situation est d'autant plus difficile qu'actuellement nous sommes en pleine saison de pluie et cela coïncide aussi avec les épreuves du baccalauréat. Dans ces quartiers vivent de nombreux élèves qui préparent l'un des examens les plus importants de leur parcours scolaire. Comment trouver la concentration nécessaire après plusieurs jours passés à chercher un refuge ou à aider sa famille à se réinstaller ?



Port-Bouët, déguerpissement à Vridi Canal © Crédit photo DR

Dans tous les quartiers, les habitants touchés sont majoritairement des ouvriers, des petits commerçants, artisans, transporteurs et travailleurs du secteur informel. Beaucoup ont construit leur existence autour de ces quartiers qui leur permettaient de vivre près de leurs activités.

Ce qui s'est passé nous montre le vrai visage du capitalisme. C'est un système où l'argent est plus important que la vie humaine. Quand les villes ont besoin de travailleurs pour construire les maisons des riches, le système est content. Mais quand la terre prend de la valeur, les pauvres deviennent vilains à voir, alors on les chasse ».

TÉMOIGNAGE SUR LE DÉGUERPISSEMENT DE KOUMASSI-CAMPEMENT



Dame fouillant dans les gravats pour récupérer des effets.

«Le mercredi 3 juin, j'étais à la maison lorsque j'ai été alerté par téléphone que des machines rassemblées à la place Inch-Allah allaient venir démolir notre quartier. Nous n'y avons pas prêté plus d'attention, mettant cela sur les rumeurs habituelles. Mais au fur et à mesure que le temps passait, la rumeur sur l'approche des bulldozers devenait de plus en plus forte, alors j'ai décidé d'empaqueter des affaires.

Nous étions encore là quand un bruit assourdissant a retenti à l'entrée du quartier. C'est la chute du minaret de la mos-

quée qui avait fait ce bruit. Aussitôt après, les bulldozers se sont attaqués à une boutique mauritanienne qui jouxtait la mosquée. Au moment où certains courraient vers leurs habitations pour pouvoir sauver ce qui pouvait l'être, des jeunes du quartier voulurent faire obstacle à l'opération. À leurs jets de pierres répondirent plusieurs rafales d'armes à feu et des détonations de bombes lacrymogènes. Une fois ce début de résistance brisée, les machines démolirent tout le quartier sans même laisser aux habitants le temps de vider leurs maisons. Quant à ceux qui étaient au travail ou qui étaient absents ce jour-là, ils n'ont pu sauver le moindre effet.

De nombreuses familles ne savent toujours pas où aller se loger et vivent encore au milieu des gravats, sous des bâches en plastique et des parasols. Nombreux sont ceux qui n'auront d'autres choix que d'aller grossir d'autres quartiers précaires qui sont déjà dans la ligne de mire des autorités pour de futurs déguerpissements ».

UNE VIE DE TRAVAILLEUR À ABIDJAN

Suite au déguerpissement de l'année dernière à Yopougon, une famille a emménagé dans un logement de deux pièces (chambre-salon) à 90.000f le loyer. Cette grande famille compte 14 personnes dont de nombreux enfants et au moins deux bébés. Avant d'arriver là, elle vivait dans un logement de trois pièces à la Gesco (qui a été rasée) pour un loyer de 70.000f.

Le père de famille est ouvrier dans la zone industrielle de Yopougon. Trois de ses enfants sont à l'école primaire, sa plus grande fille a arrêté sa scolarité tandis que les trois autres garçons se débrouillent comme manœuvres dans le bâtiment ou journaliers dans la zone industrielle. La mère vend des petites choses sur une table devant la cour.

Malgré tout, leurs revenus ne leur permet-

tent pas de vivre correctement. La maison est confrontée à une forte humidité, quand il pleut, l'eau s'infiltré. Le bailleur refuse d'effectuer les travaux et les pousse à libérer le logement parce que plusieurs mois de loyer n'ont pas été payés.

Le cas de cette famille ouvrière n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. Toutes ces injustices et ces violences ne font qu'alimenter la colère qui couve dans le cœur d'un grand nombre de travailleurs qui ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts tout en bossant du matin au soir ou du soir au matin, sans compter les heures supplémentaires. À ceux-là, il faut ajouter ceux qui n'ont pas de salaire parce qu'ils sont au chômage. Cette colère finira par exploser à la figure du gouvernement et du patronat, et ils l'auront bien méritée !

CES EXPLOITEURS QUI SE VEULENT GÉNÉREUX ! (Témoignage)

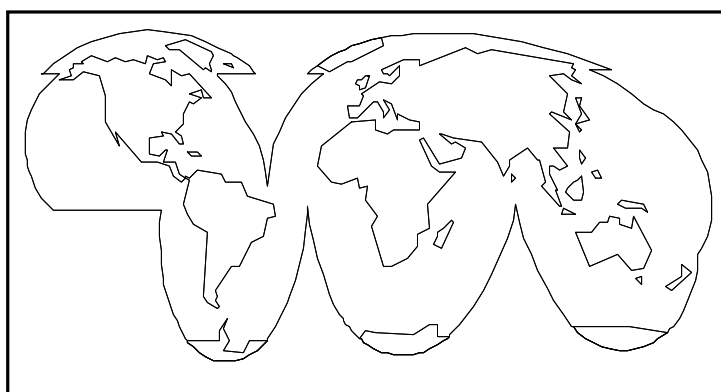
« Nous avons travaillé pour la construction d'un bâtiment, pour le compte d'un « opérateur ». Le contrat était payé à la tâche, ce qui veut dire dans les pires conditions pour nous autres les travailleurs. Il n'y avait sur ce chantier aucune mesure de sécurité, autrement dit nous avons travaillé pour une bouchée de pain et au péril de notre vie.

Voilà que ce même patron nous demande maintenant de faire « preuve de reconnais-

sance et de générosité » envers lui, pour nous avoir « donné du travail », en acceptant cette fois-ci « de l'aider » à construire sa propre maison... pour une autre bouchée de pain.

C'est ça le monde des exploiters. À ce rythme, ce sont peut-être même les travailleurs qui devront bientôt payer pour avoir du travail. Est-ce que cela n'existe pas déjà dans les zones industrielles ?».

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Leur Société

LES COMMERÇANTES DE SIPOREX MANIFESTENT POUR UN RECASEMENT IMMÉDIAT



Les femmes du marché de Siporex manifestant pour réclamer un nouveau marché.

Le 1^{er} juin dernier, plusieurs dizaines de commerçantes fraîchement déguerpies de Siporex et alentours ont manifesté pour exiger des autorités un nouvel endroit pour exercer leur petit commerce. Les policiers municipaux se souviennent certainement de la colère et de la résistance de ces femmes lors des déguerpissements. Munies de pancartes et aux cris de «on veut mar-

ché !», elles ont marché de Siporex jusqu'au quartier Bel air, où se trouve la mairie de Yopougon, mais rien de concret n'est sorti à l'issue de cette manifestation.

Les riches et le gouvernement à leur service prétendent lutter contre ce qu'ils appellent le «*désordre urbain*». Au nom de cela, ils s'en prennent aux marchands ambulants, aux étals des petits commerçants, aux charrettes et même aux mendiants. Ces gens feignent d'ignorer la misère et le chômage qui touchent l'écrasante majorité de la population, à la base de cette situation.

Les autorités arrachent ainsi le pain de la bouche des petites gens. Leur objectif est de pousser les pauvres hors de la vue des riches et du même coup, récupérer les espaces dégagés et les mettre à la disposition des riches.

INONDATIONS : CE SONT ENCORE LES PLUS DÉMUNIS QUI TRINQUENT LE PLUS !

Le 25 et 26 mai, il y a eu de fortes pluies sur la ville d'Abidjan et des villes environnantes causant des inondations et de nombreux dégâts. À Bingerville, cela a provoqué une inondation qui a fait plusieurs victimes dont 6 morts. Des véhicules ont été emportés et de nombreuses maisons ont été inondées.

Le 3 juin, les autorités ont envoyé une équipe sur les lieux pour jeter un coup d'œil sur des ouvrages d'assainissement dans la commune. Pourtant, à chaque sai-

son de pluies, plusieurs quartiers de la ville sont inondés mais le gouvernement attend que le pire arrive pour faire semblant de faire les travaux. Comme les quartiers les plus touchés sont des quartiers pauvres, il profite de ça pour déguerpier les gens sans même les reloger sous prétexte qu'ils sont dans des zones à risque.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces faits montrent que les conditions de vie des populations pauvres sont loin d'être une priorité pour les autorités de ce pays.

LES TRACAS DES COUPURES INTEMPESTIVES D'EAU

Certains quartiers de la commune d'Abobo et d'Anyama sont soumis à des coupures d'eau depuis plusieurs semaines. À Abobo Samaké, les robinets de la SODECI ne sont ouverts que tard dans la nuit. Il faut donc veiller pour pouvoir remplir des récipients afin de satisfaire les besoins en eau pour la journée du lendemain.

Dans des quartiers d'Anyama au nord d'Abidjan, la situation est encore plus grave. Là, les robinets sont restés à sec pendant plusieurs semaines. Pour faire face à cette pénurie d'eau, les habitants recourent à des vendeurs privés qui leur vendent 20 litres d'eau de qualité douteuse à 200 F. À défaut, il faut parcourir de longues dis-

tances pour aller puiser de l'eau dans des puits, et dans ce genre de situation ce sont les femmes et les enfants qui sont de corvées. En plus de dépenses imprévues pour les familles, ce sont là des difficultés supplémentaires qui pourrissent la vie des populations pauvres.

Chaque année, de décembre à mai, c'est la même galère, aux coupures d'eau

s'ajoutent celles de l'électricité. Chaque année, ce sont les mêmes justifications : la vétusté du matériel et l'extension rapide de la ville.

La vérité, c'est que les autorités ne se préoccupent guère de l'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, à moins que ces derniers décident de leur forcer la main.

ANANGOPLAN !

Le ministre en charge du Plan et du Développement a présenté son prétendu plan pour 2026-2030. Il veut, dit-il, mobiliser près de 115 milliards de francs pour créer « *trois millions d'emplois d'ici 2030 et faire chuter sous le seuil de 20% le taux de pauvreté en Côte d'Ivoire* ».

Heureusement pour lui que le mensonge ne l'étouffe pas car son plan c'est de la poudre aux yeux et ce n'est pas le premier du genre. Depuis des années, le gouvernement ne cesse de parler de lutte contre la misère et la vie chère, mais que voit-on ? C'est l'aggravation des conditions

d'existence des travailleurs et de l'ensemble des couches pauvres, les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, les déguerpissements, la chasse aux marchands ambulants sur les trottoirs et aux abords des marchés, la cherté de la vie, le chômage, le travail précaire, etc. Pendant ce temps, les affaires de la bourgeoisie continuent de prospérer.

C'est sûr que cette somme de 115 milliards de francs, si elle n'est pas fictive, ne sera pas perdue pour tout le monde, à commencer par ceux qui sont aux affaires !

Dans le monde

SÉNÉGAL : DEUX HOMMES POUR UN FAUTEUIL



Le président sénégalais, Diomaye Faye (à droite), et son premier ministre, Ousmane Sonko, quand ils étaient encore des « amis ». © Archive de la présidence du Sénégal, 24 mai 2024.

Rien ne va plus entre le président sénégalais Diomaye Faye et son premier ministre Ousmane Sonko. Tous deux sont issus du même parti politique, Pastef (Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité) dont le fondateur et principal

dirigeant est Ousmane Sonko. Il était devenu populaire, plus particulièrement dans la jeunesse estudiantine qui appréciait ses prises de position nationalistes par rapport à la France et au Franc Cfa. Ses critiques sur la corruption du pouvoir de Macky Sall et la servilité de celui-ci vis-à-vis de l'impérialisme français faisaient mouche auprès d'une partie de la population sénégalaise. C'est lui qui devait être le candidat du Pastef lors de la dernière élection présidentielle de mars 2024 mais l'ancien président Macky Sall qui avait l'intention de briguer un troisième mandat a tout fait pour l'en empêcher. Dans un premier temps, Sonko a été condamné pour diffamation, peu après il a été inculpé pour viol et sa candidature a été invalidée par le tribunal.

C'est à la suite de cette invalidation que Sonko a appuyé la candidature de Diomaye Faye que pas grand monde ne connaissait. Le deal entre les deux hommes était que si Diomaye arrivait à la présidence il devait nommer Sonko au poste de premier ministre. Un des slogans du Pastef pendant la campagne électorale était « Sonko mooy Diomaye », ce qui signifie en wolof « *Sonko, c'est Diomaye* ».

Diomaye Faye fut élu et Sonko devint son premier ministre mais leur pouvoir n'a rien apporté de bon en faveur de la population pauvre. Le prix des loyers et des denrées alimentaires ont continué à grimper pendant que le salaire des travailleurs est resté à la traîne. Comme sous Macky Sall, le gouvernement de Sonko-Diomaye a cherché à faire porter le chapeau aux petits commerçants. Les boulangers ont accepté par exemple de ne pas augmenter le prix de la baguette mais avec la complicité des autorités politiques, ils ont diminué le poids de la baguette tout en la gonflant artificiellement pour tromper les consommateurs. Ce pain a été nommé « *pain Pastef* » et est devenu le symbole de l'incapacité des dirigeants du Pastef à améliorer les conditions d'existence des populations défavorisées.

Sonko croyait peut-être que son ami et complice Diomaye allait petit à petit s'effacer de la scène pour lui céder la place lors de la

prochaine élection présidentielle mais entre-temps, Diomaye Faye a pris goût au pouvoir et aux privilèges qu'il en tire. N'ayant aucune intention de quitter son poste, il a fini par limoger son Premier ministre qui est devenu son principal opposant.

Grace à la majorité de voix dont il dispose au parlement, Sonko s'est hissé au poste de président de l'Assemblée nationale et fait feu de tout bois pour critiquer la politique de Diomaye Faye qui est pourtant la sienne aussi. Jusqu'où va aller la rivalité entre les deux ex-amis ? Pour assouvir leurs ambitions personnelles, tous les deux sont capables d'entraîner leurs partisans dans une violence stérile. Ce qui est sûr c'est que les travailleurs et les populations pauvres du Sénégal n'ont aucun intérêt à se laisser entraîner dans leur sillage mortel. Ils doivent aussi se méfier des partisans de l'ancien président Macky Sall qui se frottent déjà les mains et tentent d'apparaître comme de blanches colombes alors qu'ils portent une grande responsabilité dans l'appauvrissement des travailleurs pendant que les exploiters s'en mettent plein les poches.

Les travailleurs n'ont pas d'autres choix que de compter sur eux-mêmes et sur leur capacité à s'organiser pour défendre leurs intérêts contre les capitalistes et les politiciens de tous bords.

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Nous estimons indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.